

Tartagueule à la récré



CNT Éducation

c/o SUTE - CNT

Palais du Travail

9 place Lazare Goujon

69100 Villeurbanne

Permanences: 3 premiers
mercredis du mois de 18 à 20h

44 rue Burdeau (Lyon 1er)

Tel: 04.78.27.05.80

educ69@cnt-f.org

www.cnt-f.org/fte

Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique

N°88 mars 2011 Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain Avec le soutien de la CNT- PTT

Le 30 juillet dernier a paru au Journal Officiel un décret mettant fin à la note des fonctionnaires, remplacée par un entretien professionnel. Si on ne peut que se satisfaire de voir disparaître le procédé infantilissant et anti-pédagogique que pouvait représenter une note arbitraire, peut-on pour autant se réjouir de ce qui nous attend ?

L'entretien professionnel

Chaque fonctionnaire

«profitera» donc tous les ans d'un entretien particulier avec

«un supérieur hiérarchique». Pour le primaire, on voit difficilement comment les inspecteurs qui ont déjà du mal à voir les collègues une fois tous les 4 ans vont gérer un planning de 300 ou 400 entretiens annuels. Il faut dire que le 1er janvier 2012, date à laquelle doivent commencer ces entretiens, correspond à la fin de la phase d'expérimentation des E2P... et à leur suite logique. On voit bien comment notre nouveau petit chéfaillon de directeur d'E2P (qui rendra des comptes à la fois à l'IA et à la Mairie) pourra essayer de nous faire obéir au doigt et à l'oeil. Cette aimable conversation portera sur «les résultats obtenus par le fonctionnaire eu égard aux objectifs», on sent poindre les résultats aux évaluations nationales et autre socle commun. Il traitera aussi des «objectifs assignés au fonctionnaire pour l'année à venir».

Une combine de plus pour diminuer nos salaires

En effet cette innocente entrevue aura bien sûr des conséquences financières. Ainsi le supérieur hiérarchique peut ajouter ou enlever jusqu'à trois mois d'ancienneté. Par contre il ne possède que 90 mois de bonus à distribuer pour 100 fonctionnaires. C'est-à-dire qu'en moyenne nous allons gagner chacun 0,9 mois par an par rapport à l'avancement «à l'ancienneté».

près de moitié l'avancement général des enseignants ! Heureusement pour lui, en finissant notre carrière à 67 ans, on aurait tous eu droit à la hors classe ! L'objectif de cette réforme est donc double : mise au pas des personnels et économie salariale. Le ministère a ensuite beau-jeu de multiplier les effets d'annonce sur les «augmentations des profs» (prime d'entrée dans le métier, augmentation jusqu'au 7ème échelon).

FIN DE LA NOTE PEDAGOGIQUE !

APPUYEZ DONC SUR LE
SIXIEME : CA NE LAISSERA
LE TEMPS DE VOUS ÉVALUER



Actuellement avec le système «grand choix – choix – ancienneté», le salaire moyen des enseignants gagne presque deux mois par an par rapport à «l'ancienneté». Le gouvernement profite de cette mesure pour ralentir de

A quoi sert cette évaluation ?

Si l'entretien est présenté comme un moment privilégié d'échanges entre l'enseignant et son supérieur hiérarchique, il est

bon de rappeler que les entretiens d'évaluation ont été, dans les anciennes administrations où ils ont été mis en place, un moyen de casser toutes les conquêtes collectives gagnées depuis la fin des années 70. En effet, il ne s'agit plus de réfléchir en équipe, mais d'infantiliser et d'isoler chaque enseignant, à qui on fait croire que les solutions se trouvent auprès de son chef, qui aurait les «compétences» pour l'aider à penser son travail. Et cette méthode a fait ses preuves. Elle a déjà été mise en place à EDF, à La Poste ou à France Télécom et chez les personnels administratifs et ouvriers de l'éducation nationale (BIATOS), avant la privatisation de ces services. Avec le succès managérial qu'on connaît...

... Suite de l'article en page 2

L'anarchosyndicalisme expliqué à mes filles, épisode 3 populisme et démocratie

Travail en équipe ?

Cette évaluation est la négation même du travail en équipe : elle renvoie à chacun la responsabilité (voire la culpabilité) individuelle de ses réussites (si tant est qu'elles soient mesurables) et de ses échecs. On imagine la tête des équipes quand certains auront récupéré les mois d'anciennetés des autres après des entretiens qu'on peut craindre comme arbitraires. La réussite ne résidera plus que dans un devoir d'obéissance à des objectifs individuellement assignés qui répondront rarement à des projets pensés pour le travail à effectuer - directement ou indirectement - auprès des élèves et dans leur intérêt. Ce nouveau mode d'évaluation ne manquera donc pas de générer stress, angoisse, flicage, individualisme renforcé et une perte de confiance en notre force collective.

Pour un système collaboratif, refusons les entretiens individuels

Nous ne sommes pas néanmoins enseignants de droit divin et il est important de ne pas abandonner les collègues face aux élèves sans aucune aide. C'est pour cela que la FTE rappelle sa volonté d'instaurer un système collaboratif entre les collègues. Chacun-e pourrait ainsi visiter d'autres enseignant, discuter de ce qui fonctionne bien ou moins bien et trouver des solutions entre pédagogues (pratiquants).

En attendant il est important de dénoncer cette réforme managériale et d'organiser le refus de l'entretien dans les établissements. En rappelant d'abord que l'éducation ne se résume pas à des chiffres attestant de la validation d'items et en affirmant la primauté du travail d'équipe face aux tentatives de division tentée par la hiérarchie.

“La démocratie, c'est deux loups et un mouton qui discutent pour savoir ce qu'il y aura au menu. La liberté, c'est quand le mouton prend les armes et conteste le vote.”

Cette citation faussement attribuée à Benjamin Franklin et officiellement sans auteur reconnu, m'aurait bien plu pour commencer ce nouvel épisode de la très fameuse série :

“l'anarchosyndicalisme expliqué à mes filles” mais comme elle ne collait pas tout à fait à mon sujet je vais devoir la tordre un petit peu pour mieux amener mes arguments (c'est presque malhonnête, mais vous êtes prévenu... alors n'en faites pas tout un plat !)

Donc : La démocratie représentative, c'est deux loups et un mouton qui votent pour choisir celui qui décidera des menus pendant des années sans rien demander à personne...

L'anarchosyndicalisme, c'est deux loups et un mouton qui discutent (dans un local glacial) jusqu'à ce que l'un d'eux se décide à éplucher les patates pour le repas du soir.

Du coup l'anarchosyndicalisme ne peut pas être un populisme pour trois raisons évidentes.

D'une part, les partisans du “tous pourris et c'était mieux avant” veulent être élus calife à la place du calife (ce qui fait du populiste un hypocrite, c'est

le moindre de ses travers, car il veut avant tout prendre la place de celui qu'il dénonce) alors que nous proposons un système sans élu dans lequel les responsabilités tournent. Pas de calife... pas de populiste !

D'autre part, ce n'était pas mieux avant ! La mémoire, comme l'Histoire, ne sont que lectures déformées du passé à travers les prismes des individus et de la société actuelle. Nous avons tous nos souvenirs agréables et nos petites mythologies (1936 !) qui sont une part de notre rapport au monde, nos opinions et nos caractères en découlent en partie, mais dans une construction collective des décisions, ces “fixations” sont modérées par le groupe.

Pour finir, ils ne sont pas tous pourris... c'est le pouvoir qui corrompt et non le corrompu qui prend le pouvoir (enfin pas toujours). La démocratie a compris une chose, si une personne conserve le pouvoir, elle ne gouverne plus pour le bien commun mais pour rester en place. C'est pour cela que régulièrement on organise des élections et que l'on change de dirigeants. Si l'on pousse un peu plus loin cette bonne idée, si l'on change plus souvent les personnes qui ont les responsabilités et si on leur demande de rendre des comptes tout au long de leur mandat, on obtient le système dont je fais justement ici la présentation.

La démocratie n'est qu'un anarchosyndicalisme mal assumé !

Là où l'Etat se désengage, Pôle emploi engage

Pour faire face à la situation dramatique du non remplacement des enseignants, Luc Chatel a annoncé par voie de presse lundi 4 avril que les enseignants pourraient être recrutés directement par les chefs d'établissement via Pôle Emploi. Une pratique scandaleuse qui avait déjà commencé il y a quelques mois est désormais entérinée. Rappelons par ailleurs que ce mode d'embauche, anticipé dans la lutte de 2003 pour sauver les contrats des surveillants concerne depuis longtemps tous les recrutements des EVS, les personnels de vie scolaire les plus précaires. Ce n'est un mystère pour personne : l'Etat et les différents

ministres de l'Education Nationale qui se sont succédés ces 5 dernières années ont eux-mêmes créé cette pénurie de remplacement en supprimant massivement des postes depuis 5 ans. Faute de personnels titulaires remplaçants, les congés maladie ou maternité ne sont plus remplacés, ou tardivement, dans les écoles primaires. La situation n'est guère plus brillante dans le secondaire. Or, dans cette infâme opération de communication, ce sont les enseignants qui sont pointés du doigt : trop absents, trop fainéants... Rappelons que le taux d'absentéisme dans l'Education Nationale ne diffère pas d'autres branches de métiers, dans le public

comme dans le privé. Plus de formation initiale, des enseignants remplaçants qui ne seront plus formés : jeunes diplômés au chômage, retraités contraints de se remettre au travail pour boucler les fins de mois... Quel mépris généralisé : pour les personnes qu'on met d'ores et déjà devant les élèves sans formation, pour les élèves eux-mêmes et leurs parents. La dégradation du service public d'éducation est un des dommages collatéraux de la mise en place d'un système néo-libéral où le déterminisme social règne sans conteste.

Si nous ne défendons pas le service public d'éducation maintenant, qui le fera à notre place ? Il est temps pour reprendre en main notre outil de travail et de défendre une autre école.

Contre-Exez-vous !

La logique « d'excellence » du gouvernement est sur le point d'anéantir totalement la collégialité, la créativité et la solidarité au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche : laboratoires d'excellence, équipements d'excellence, pôles d'excellence, chaires d'excellence, initiatives d'excellence, etc. Des évaluations opaques, réalisées par des réseaux d'influence de plus en plus forts, déterminent maintenant l'avenir de deux catégories

d'établissements et de personnels : les « excellents » et les autres ! Devinez à qui est distribué l'argent ?

La machine est finement bâtie pour promouvoir l'individualisme, le clientélisme et la mise en concurrence des personnels.

Dans un refus de participer à la généralisation de ce système absurde, contre-productif et qui compromet la transmission du savoir, une initiative de boycott de la prime d'excellence a été mise en place à l'université Lyon 1 (lire la lettre de refus de participer à la prime d'excellence sur

<http://www.cnt69.org/index.php/2011/04/11/786-cnt-sup-recherche-contre-exez-vous>).



Contre-Exez-vous avec nous !

Le blog de la CNT du Rhône :

<http://www.cnt69.org>

un outil de lutte pour suivre l'actualité des syndicats de l'Union Départementale de la CNT 69

«Tartagueule à la récré», comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanents et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.



Depuis l'expulsion en décembre de plusieurs squats sous la neige, des centaines de familles rroms ont été prise en charge par le plan grand froid.

Elles sont hébergées dans des gymnases réquisitionnés pour une durée limitée. Tous les 10 jours le parcours du combattant recommence : chaque famille doit appeler le 115 pour tenter de trouver un lit pour les 10 jours suivants.

Les familles expulsées ne se voient proposer aucune solution d'hébergement concrète alors que des milliers de logements sont vacants depuis des années (22 000 en 2007). Les pouvoirs publics préfèrent des solutions temporaires qui maintiennent ces personnes dans une précarité qui les exclut de la société.

Dans ces gymnases, les conditions de vie sont extrêmement difficiles. Avec les horaires d'ouverture très limités (18h-9h par tous les temps) et l'impossibilité de déposer les effets personnels, elles n'ont pas non plus accès au minimum d'hygiène. On parque les gens entassés les uns sur les autres.

Cette instabilité est un frein important pour la scolarisation des enfants. En effet, comment venir régulièrement à l'école lorsque l'on change sans cesse d'habitation? Les enfants inscrits dans une école devraient-ils en changer au grès des hébergements qui leur sont imposés (parfois très éloignés de cette école) ? Comment être disponible pour apprendre quand votre lieu de (sur)vie est un gymnase, que le matin on se demande où on dormira le soir, que l'on n'a même pas pu se laver, déjeuner, passer une nuit correcte? Encore une hypocrisie et une contradiction de plus par des pouvoirs publics qui prônent l'égalité des chances, la scolarisation obligatoire...

Le plan grand froid prenant fin, ces familles ont été définitivement mises à la rue le 30 mars aggravant encore leur situation. Il est impératif de combattre cette

vision à court terme imposée par les pouvoirs publics et de réquisitionner des logements vides pour

que tous puissent sortir du cercle vicieux de la misère.

Le 30 mars une trentaine de personnes dont 5 de la CNT sont venues manifester leur soutien devant le Gymnase Clemenceau. La police était aussi présente en force (camions, RG...) et un service de sécurité musclé qui a empêché les manifestants d'entrer dans le Gymnase, comme si des familles en détresse pouvaient être dangereuses. La plupart des familles étaient parties bien avant pour éviter une «rafle» des services de police (beaucoup étant sous le coup d'une OQTF). La mobilisation a permis d'obtenir l'hébergement des familles avec des enfants de moins de 6 ans pour une semaine. Pour les autres : rien. Le préfet a promis dans

la plus pure hypocrisie de loger les mères et les enfants de moins de 10 ans mais n'a ouvert aucune place et n'a pas informé les services sociaux. Enfin, avant, les personnes sans hébergement se regroupaient place du Pont où il était possible de les rencontrer pour tenter de trouver des solutions ou du moins pour avoir connaissance de chaque situation. Mais la forte présence

policière sur cette place a mis fin à ces rassemblements rendant encore plus fragiles ces familles qui se retrouvent totalement isolées.

Ces situations concernent plusieurs milliers de personnes qui, à Lyon, vivent dans une misère totale, sans hébergements et traquées par les forces de "l'ordre". Combattons le mépris basé sur le racisme abject des pouvoirs publics envers ces familles. Au racisme d'état et à l'exclusion répondons par la solidarité et le respect de la dignité de chacun.

Fin du plan grand froid et expulsions.



- Je souhaite rester en contact avec la CNT et recevoir le Tartagueule à la récré
- Je souhaite recevoir les mails d'information de la CNT (envoyez-nous un mail !)
- Je souhaite adhérer à la CNT (passez un mercredi !)

Nom / Prénom :

Adresse :

(à renvoyer à notre adresse en cochant le choix correspondant)

IMPRIMÉ
SUR DU
PAPIER
RECYCLÉ